

A l'appel de nombreuses associations, syndicats et partis politiques (plus de 30)

**Crise sanitaire, sociale et attaques liberticides,
Poursuivons la lutte,
Pour le progrès social et les libertés démocratiques.**

RASSEMBLEMENT

Samedi 30 Janvier à 15H00

Place de la Préfecture au Mans

Le samedi 16 janvier dernier, plus de 600 personnes manifestaient dans les rues du Mans pour s'opposer au projet de loi « sécurité globale », un texte liberticide qui remettrait en cause les libertés publiques s'il était définitivement adopté. Cette action était précédée d'un puissant rassemblement place des Comtes du Maine au Mans à l'appel des professionnels de la culture afin d'exiger la réouverture des espaces et lieux culturels. Ces deux initiatives ont le même trait en commun, à savoir, dénoncer et combattre un gouvernement qui répond exclusivement aux intérêts du patronat, qui s'attaque aux libertés fondamentales et qui juge la culture comme étant une activité non essentielle.

La mobilisation contre le projet de loi de sécurité globale se poursuit et la coordination, tant nationale que départementale, appelle à un nouveau temps fort de mobilisation samedi 30 janvier prochain. C'est bien parce que le gouvernement veut museler toute contestation sociale qu'il durcit son arsenal répressif et liberticide au travers de différents textes, dont celui dit de « sécurité globale ». Atteinte à la liberté d'informer des journalistes, recours aux caméras piétons ou aux caméras « aéroportées installées sur des drones », renforcement du fichage policier de toutes celles et ceux qui ont des opinions politiques, des convictions philosophiques, religieuses ou une appartenance syndicale, dès lors « qu'ils auraient des activités susceptibles de porter atteinte à la sécurité publique et à la sûreté de l'Etat ». Voilà l'arsenal répressif que souhaite mettre en œuvre le gouvernement.

Nous devons nous y opposer !

Derrière ce durcissement de l'arsenal répressif, se cache en fait la volonté d'étouffer toute contestation des politiques libérales mises en œuvre et de leurs conséquences sociales. Cette dérive est gravissime et nécessite une réaction massive de toutes celles et tous ceux, qui, dans le respect de leurs différences, sont attaché-e-s aux libertés fondamentales et démocratiques. Si des recours juridiques ont été engagés ou sont à l'étude, l'élargissement de la mobilisation, donc de la participation des citoyens et citoyennes

aux différentes actions et mobilisations reste essentiel. Alors mobilisons-nous massivement pour dire NON à une société de surveillance qui est un aveu de faiblesse de Macron et de son gouvernement.

Doit-on rappeler que de tout temps la volonté de fichier les populations a existé. Ainsi, dès le début du 19ème siècle la mise en place d'un « livret ouvrier » permettait déjà de surveiller les déplacements des classes populaires. Le développement du numérique et de tous les objets connectés, au-delà du marché considérable qu'il représente, favorise une dérive liberticide et vise en fait à contrôler socialement les citoyen-ne-s.



Le projet de loi de « sécurité globale » s'inscrit dans ce contexte et, au-delà des changements de numéro des articles, il doit être combattu pour ce qu'il est, un outil répressif au service des intérêts du capital.

Alors, mobilisons-nous massivement toutes et tous le 30 janvier prochain et exigeons le retrait pur et simple du projet de loi de « sécurité globale ».



Ensemble on va gagner !!!